

Objectif Développement 13







Le billet des représentants français
au sein des institutions financières internationales et de l'ONU

*Une publication bimestrielle de la DG Trésor
réalisée en partenariat avec Business France et Medef International*

Conçue à destination des entreprises s'intéressant aux activités et aux marchés des institutions multilatérales en charge du développement, cette newsletter a pour objectif de leur transmettre une information utile à la construction ou à la poursuite de leurs projets, dans un environnement en perpétuelle évolution.

Rédigée par les représentants français auprès des institutions à vocation mondiale (Banque mondiale, Nations-Unies) mais aussi régionales en Europe (BERD, BEI, RP UE, CEB) comme hors Europe (BAfD, BID, BASD, BAI), elle traite des principaux sujets d'actualité de chacune de ces institutions.


Ce 13^{ème} numéro évoque notamment les perspectives économiques en Afrique vues par la BAfD, le bilan 2018 de la BID, les projets de financement de la BASD pour 2019-21, la nouvelle stratégie de la BERD pour le secteur énergie, la bonne place des opérateurs français au regard des contrats ouverts par l'aide extérieure de l'UE. Nouveauté, une fiche pratique présente l'outil de préparation de projets d'infrastructures des BMD, SOURCE.

Pour chaque institution figurent : l'adresse de son site Internet ainsi qu'un  nom de contact désigné comme le point d'entrée au sein de l'institution concernée. La rubrique  Focus développe le principal message que le correspondant souhaite transmettre. Enfin, la rubrique  Brèves et liens utiles recense les  événements et  publications à noter tout comme les  Sites ou liens utiles. Les liens et icônes sont cliquables.

BREVE MEDEFi	2
GROUPE BANQUE MONDIALE	2
GROUPE BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAfD).....	3
GROUPE BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID).....	5
BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BASD).....	6
BANQUE ASIATIQUE D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES (BAI).....	7
GROUPE BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BISD).....	8
BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD)	9
FINANCEMENTS EUROPÉENS (RP UE)	10
FICHE PRATIQUE.....	12
SOURCE, plateforme multilatérale de préparation de projets d'infrastructure	12
AGENDA.....	14

BRÈVE MEDEFI

 Antonin d'Ersu, chargé de projets IFIs 

 **MEDEF International ouvrira au 2^{ème} trimestre 2019 un bureau de représentation auprès des institutions financières internationales à Washington DC.**

Il couvrira principalement le groupe Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque interaméricaine de développement, mais aussi les institutions étasuniennes comme USAID ou Millenium Challenge Corporation. À travers ce dialogue renforcé, l'objectif est d'être un vecteur d'influence et de promotion au service des entreprises françaises et de leur savoir-faire. L'offre de services proposée se divisera en deux axes principaux : une offre collective (veille, analyse et information ; mise en relation et influence) et une offre d'accompagnement individuel.

GRUPE BANQUE MONDIALE

 www.banquemondiale.org

 Martin AMAR, Conseiller entreprises au bureau de l'Administrateur 

 **Focus : Délégation d'entreprises françaises menée par le MEDEF International, Washington D.C. (13-14 mai 2019)**

La mission annuelle organisée par MEDEF International à la Banque Mondiale aura lieu les 13 et 14 mai prochains. Cette délégation intervient à un moment charnière. L'arrivée d'un nouveau Président en avril, à la suite du départ de Jim Yong Kim, devrait en effet engendrer une réflexion profonde sur les orientations stratégiques et le fonctionnement du groupe Banque mondiale. Les sujets prioritaires identifiés pour cette mission 2019 sont la ville durable, l'énergie, le numérique (*e-learning, e-administration, e-cities*), l'agriculture et l'agro-industrie, la santé, l'eau et l'économie maritime. Cette mission sera en outre l'occasion de faire le point sur les règles de passation de marché et de conformité de la Banque, sur les modalités de la mise en place de Partenariats Public Privé dans les pays en développement ainsi que sur les nouvelles politiques de sauvegardes. Un volet consacré à la Banque interaméricaine de Développement aura lieu le lendemain.

➔ [Informations et inscriptions à venir](#)

Brèves et liens utiles

20^{ème} conférence annuelle de la Banque Mondiale sur la gestion des terres et l'innovation (25-29 mars 2019)

La conférence annuelle de la Banque Mondiale *Land and Poverty Conference 2019: Catalyzing Innovation* se tiendra à Washington à partir du 25 mars prochain. Seront présentées les dernières avancées en matière de gestion des terres et des ressources naturelles à un public réunissant représentants du secteur privé, du monde académique et de la société civile.

➔ [Informations et inscriptions](#)

GROUPE BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAfD)

 www.afdb.org/en

 Dominique LEBASTARD, Administrateur pour la France 

Focus : La Banque a publié ses perspectives économiques en Afrique pour 2019

La BAD a publié le 17 janvier ses perspectives économiques en Afrique. Selon le [rapport](#), la croissance économique de l'Afrique s'est consolidée, atteignant 3,5 % en 2018, un niveau comparable à 2017 et en hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport aux 2,1 % de 2016. L'Afrique de l'Est est en tête avec une croissance du PIB estimée à 5,7 % en 2018, suivie de l'Afrique du Nord à 4,9 %, de l'Afrique de l'Ouest à 3,3 %, de l'Afrique centrale à 2,2 % et de l'Afrique australe à 1,2 %. La Banque prévoit une croissance de 4 % en 2019 et 4,1 % en 2020.

Les perspectives de croissance positive sont cependant soumises à des risques de détérioration. Sur le plan extérieur, les incertitudes liées à une escalade des tensions sur le commerce mondial, la normalisation des taux d'intérêts dans les économies avancées et les incertitudes pesant sur les prix des produits de base pourraient constituer autant de freins à la croissance. Sur le plan intérieur, les risques d'une plus forte vulnérabilité à l'endettement dans certains pays, les problèmes de sécurité et de migration, et les incertitudes liées aux élections et à la transition politique pourraient peser sur la croissance.

Le taux de croissance de 4% prévu à moyen terme reste insuffisant pour avoir un impact sur le chômage et la pauvreté. Une croissance de la population supérieure à 2 % implique que le PIB par tête augmentera de moins de 2 %2. Et la trajectoire de croissance est insuffisante pour créer des emplois pour une main d'œuvre en constante augmentation. En effet la population en âge de travailler devrait augmenter en moyenne de 2,75 % par an entre 2016 et 2030. Avec le lien actuel entre taux de croissance et taux de créations nettes d'emplois, une croissance économique de 6,9 % par an est nécessaire selon la BAD pour simplement absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, bien plus que le plus fort

taux de croissance atteint durant la décennie. Si la croissance était nettement plus riche en emplois (si l'élasticité emploi-PIB atteignait 0,6 et non 0,4 comme actuellement), la croissance devrait dépasser 4,6 % par an pour stabiliser le taux de chômage, un taux qui n'a été atteint qu'entre 2010 et 2014. Le défi pour l'économie africaine est donc double : augmenter les niveaux actuels de croissance et accroître l'efficacité de la croissance à générer de l'emploi.

Le rapport de la BAD comprend également des fiches synthétiques d'une page sur chacun des pays africains.

Taux de croissance

Régions	2010-2014	2015	2016	2017	2018 (estimation)	2019 (projection)	2020 (projection)
Centre	5,0	3,3	0,2	1,1	2,2	3,6	3,5
Est	5,9	6,5	5,1	5,9	5,7	5,9	6,1
Nord	3,7	3,7	3,2	4,9	4,3	4,4	4,3
Sud	3,8	1,6	0,7	1,6	1,2	2,2	2,8
Ouest	6,2	3,2	0,5	2,7	3,3	3,6	3,6
Afrique	4,7	3,5	2,1	3,6	3,5	4,0	4,1
Afrique sub-saharienne	5,2	3,4	1,5	2,9	3,1	3,7	3,9

📄 Brèves et liens utiles :

📄 Le prochain séminaire d'opportunités d'affaires se tiendra à Abidjan les 4 et 5 avril. Les informations seront prochainement disponibles sur le site : <https://frmb.afdb.org>.

Un autre séminaire devrait se tenir à l'automne dans un des bureaux régionaux.

📄 Le calendrier provisoire des réunions du conseil au 1^{er} trimestre :

➡ [Calendrier glissant \(brag\) des réunions des conseils - décembre 2018 - mars 2019](#)

📄 L'organigramme de la BAD a été mis à jour le 21 décembre, jusqu'au niveau des chefs de division :

➡ [L'organigramme](#)

📄 Les dernières opérations approuvées par le conseil :

➡ www.afdb.org/fr

GRUPE BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BID)

✓ www.iadb.org

 Patrick HERVE, Administrateur suppléant pour la France 

► Focus : 2018 : un bilan conforme aux attentes en dépit de difficultés persistantes dans la région


Malgré des prévisions plus favorables, la croissance de la région est restée en 2018 en deçà de celle des années précédentes et des prévisions : 1,2% en 2018 à comparer à 1,3% en 2017. Elle a été très clairement impactée par les moindres performances et difficultés qu'ont connues plusieurs pays (Argentine, Barbade, Brésil, Colombie, Équateur, Nicaragua en particulier) et l'approfondissement de la crise économique et sociale au Venezuela qui a provoqué une émigration massive vers les pays voisins ou les plus attractifs au plan économique ou de la stabilité politique. En outre cette année a connu plusieurs élections, entrées en fonction de nouveaux gouvernements ou changement de dirigeants (Barbade, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Mexique, Paraguay, Pérou, Trinité et Tobago, Venezuela) qui ont pu avoir pour effet de ralentir ou perturber de nombreuses décisions.

Pour autant l'activité du groupe BID est restée très soutenue et conforme à ses annonces. Les prêts souverains approuvés ont été au nombre de 97 pour un volume total de 13,4 Md USD. Les approbations de BID Invest avec le secteur privé ont atteint 3,7 Md USD dont 1,4 Md ont été portés au bilan de la BID, dans le cadre de la création du guichet unique privé au sein de BID Invest, soit un taux de rétention conforme aux projections et engagements. 29% des approbations du groupe ont contribué au financement de la lutte contre le changement climatique, à comparer respectivement à 22% et 28% en 2016 et 2017) ; les performances de BID Invest en la matière ont été affectées par les financements d'infrastructures de transport et n'atteignent que 22% des approbations en 2018.

Pour 2019, la croissance de la région est attendue à 2,2%. Toutefois les projections financières à long terme de la BID permettent un niveau soutenable d'approbations annuelles de projets relevant de la garantie souveraine de 10,2 Md USD pendant 10 ans, un montant qui pourra être révisé une fois mises en place les mesures d'optimisation de bilan en attente. Les approbations de financements au secteur privé sont prévues au niveau record de 3,8 Md USD assorties de 3,7 Md USD d'engagements de projets.

🔗 Brèves et liens utiles :

 21 et 22 février 2019 : réunion des gouverneurs des pays membres non régionaux de la BID à Washington DC

 28-31 mars 2019 : assemblée annuelle du groupe BID à Chengdu (Chine). Les assemblées annuelles suivantes se tiendront en Colombie en 2020 et au Chili en 2021.

📅 Semaine du 13 mai 2019 : mission du Medef International auprès de la Banque Mondiale et de la BID

📅 24 mai 2019 (à confirmer) : Forum Amérique latine Caraïbe organisé par l'OCD, la BID et le ministère de l'Économie et des Finances à Paris

📅 60^{ème} anniversaire de la BID célébré à Washington DC, les 26-27 septembre 2019 (à la suite de l'AG des Nations unies, en format Chefs d'État) et le 16 octobre (avant les assemblées d'automne du FMI et de la Banque mondiale, en format gouverneurs)

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BAsD)

📄 www.adb.org

👤 Pierre-Emmanuel BELUCHE, Administrateur pour la France ✉

👤 Anna AUSTRIA, Conseillère marchés, Business France ✉

► Focus : La Banque asiatique de développement a engagé 21,5 milliards de dollars de financements en 2018

Les financements de projets de la BAsD ont cru de 8% en 2018, atteignant 21,5 milliards contre 19,9 milliards de dollars en 2017. Les projets souverains, c'est-à-dire portés par des États ou certaines entreprises publiques, ont totalisé 18,5 milliards de dollars, tandis que les projets non-souverains, essentiellement à destination du secteur privé, ont atteint 3,0 milliards de dollars, soit une hausse de 30% par rapport à 2017. Les financements de la BAsD ont en outre permis de mobiliser 12,0 milliards de dollars de cofinancements publics et privés, portant le montant total des opérations pour 2018 à 33,5 milliards de dollars. Les premiers pays bénéficiaires des financements sont dans l'ordre, hors cofinancements : l'Inde (3,5 Md\$), la Chine (2,6 Md\$), le Bangladesh (2,2 Md\$), l'Indonésie (2,1 Md\$) et les Philippines (1,4 Md\$).

Sur la période 2019-2021, la Banque a adopté un programme de travail prévoyant 29% de ses financements dans le secteur des transports, 23% dans l'énergie, 12% en agriculture et gestion des ressources naturelles, 11% dans le secteur de l'eau et des infrastructures urbaines, 8% dans le domaine des finances publiques, 6% en éducation et 3% en santé. La BAsD s'est donnée, dans sa Stratégie 2030, un objectif de 75% du nombre de ses projets qui devront soutenir l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030. La cible intermédiaire est fixée à 51% pour la période 2019-2021.

📄 Brèves et liens utiles

📅 **10^{ème} ADB Business Opportunities Fair 2019 à Manille**, les 27 et 28 mars. Les inscriptions sont ouvertes en ligne jusqu'au 28 février. Vos contacts français à Manille : Pierre-Emmanuel Beluche, administrateur pour la France

(pbeluche@adb.org), et Anna Austria, conseillère marchés BASD chez votre partenaire Business France (anna.austria@businessfrance.fr).

✦ Mise à jour du **pipeline de projets 2019-2021 en Asie centrale et en Birmanie** : la BASD a mis à jour en fin d'année dernière **plusieurs plans d'affaires opérationnels** dans sa zone Asie centrale (Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan) ainsi qu'au Myanmar où les opérations, sous certaines conditions strictes, ont pu reprendre en 2018. Le plan d'affaires birman s'articule autour des transports (50%), de l'énergie (19%), de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles (12%), de l'eau (6%) ainsi que de l'éducation (6%), des finances publiques (5%) et de la santé (2%).

BANQUE ASIATIQUE D'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES (BAII)

☑ www.aiib.org

👤 Daphné PRIOUZEAU, Adjointe au Chef du bureau Multifin 3 ✉

► Focus : L'AIIB a fêté ses trois ans d'activités opérationnelles le 16 janvier.

En trois ans, la Banque a approuvé pour 7,5 milliards de dollars de projets dans 13 pays bénéficiaires, dont 60 % sont en co-financement avec d'autres banques multilatérales de développement (principalement la Banque mondiale). L'Inde est le premier bénéficiaire en nombre de projets (9) comme en volume d'engagements à hauteur 2,2 milliards de dollars (30%), suivie par l'Indonésie avec 0,9 milliard de dollars (4 projets) et la Turquie avec 0,8 milliard de dollars (2 projets). Parmi les 35 projets financés depuis la création de la banque, 6 concernent des investissements en *equity* pour un montant de 1,2 milliard (16%) et le reste en prêt-projet. Les secteurs principaux d'investissement sont le transport, l'énergie, les télécommunications et le développement urbain. Deux projets ont été approuvés au bénéfice d'un membre non-régional (Égypte). La Banque est toujours en pleine croissance : elle comptait 57 membres fondateurs au moment de sa création et recense désormais 93 membres approuvés, dont 69 membres effectifs (ayant finalisé les procédures de ratification). En 2019, le plan d'investissement de la Banque prévoit une vingtaine de projets pour un montant de 3,5 à 4,5 milliards de dollars ainsi que l'adoption d'une stratégie concernant l'eau et les télécommunications.

📄 Brèves et liens utiles

✦ La Banque a adopté définitivement lors de son Conseil d'administration de décembre 2018 sa **stratégie « villes durables »** que vous trouverez sur son [site](#).

✦ La Banque a également adopté lors de ce Conseil d'administration la **stratégie encadrant le mécanisme de plainte** pour les personnes affectées par les projets financés par l'AIBB. Le mécanisme a été détaillé au sein d'une directive d'application et de règles de procédures.

➔ [Tous les documents](#)

GRUPE BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BISD)

☑ www.isdb-pilot.org

👤 [Hocine MOURCHID, Antenne à Djedda du SE de Riyad](#) ✉

► Focus : Inauguration du train express régional de Dakar financé par la BISD

Le président du Sénégal Macky Sall a inauguré le 14 janvier 2019 la première phase de la ligne du train express régional (TER), qui doit relier à terme le nouvel aéroport international Blaise Diagne (AIBD) à la ville de Dakar. Il est financé par la Banque Islamique de Développement (197 Mds FCFA) et la Banque Africaine de Développement (120 Mds FCFA) en tant que partenaires multilatéraux, ainsi que par l'AFD et la direction générale du Trésor (196 Mds FCFA) avec un restant pris en charge par l'État sénégalais (145 Mds FCFA) pour un montant total évalué à près d'1 Md EUR.

Le TER qui assurera la liaison Dakar-Diamniadio transportera 115.000 voyageurs par jour. Le projet vise à améliorer de manière significative la mobilité dans la région capitale ; il s'agit de l'investissement financier le plus important jamais réalisé par la Banque pour un projet unique en Afrique subsaharienne. La BISD y contribue à hauteur de 300 millions d'euros. Doté d'une alimentation duale (électricité +thermique), le train express aura une vitesse de pointe estimée à 160 km/h pour une capacité de transport de 565 passagers. Les entreprises françaises ont grandement contribué à la réalisation du projet. Aussi, le consortium franco-turco-sénégalais Eiffage/Yapi Merkezi/CSE (Compagnie sahélienne d'entreprises) a été retenu pour les travaux par l'Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement et des grands travaux (APIX). Engie et Thales ont été attributaires de la conception et de la réalisation des infrastructures et systèmes, Alstom assure la fourniture des wagons et TSO les travaux de voirie. L'exploitation de la ligne a été confiée à la SNCF et à la RATP.

📄 Brèves et liens utiles

1 Engage and Transform Fund, deux initiatives de la BIsD présentées au Transformers Summit le 10 décembre 2018

La première édition du Transformers Summit s'est tenue à Cambridge (R-U) à l'initiative de la de la BIsD le 10 décembre 2018. La conférence a permis de mettre en lumière les initiatives de la Banque pour la promotion des sciences et technologies appliquées au monde du développement et véhiculées par la plateforme à projets *Engage* et le fonds *Transform*. Ce dernier a pour cible une enveloppe de 500 MUSD dont 200 MUSD financés par la Banque. Le sommet a été précédé par des journées de présentation et d'accompagnement des 30 lauréats du premier tour de financement accordé par le fonds Transform destiné aux pays en développement. Le partenariat de la BIsD avec Cambridge est à l'origine de l'organisation de cette première session sur le thème de la ville durable en présence de scientifiques, d'entrepreneurs et de décideurs publics. La seconde édition est prévue à Dakar en décembre 2019.

➔ [Transformers](#)

➔ [Engage](#)

BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD)

☑ www.ebrd.com

👤 [Alain BEAUVILLARD, Administrateur suppléant](#) ✉

▶ Focus : FOCUS – La BERD a adopté une nouvelle stratégie pour le secteur énergie

Au cours des cinq dernières années, la BERD a investi 8 milliards d'euros dans 183 projets dans le secteur de l'énergie, permettant notamment de financer la mise en place de 5 GW de nouvelles capacités de production, dont près de 4 GW à partir de sources d'énergies renouvelables.

En décembre 2018, le conseil d'administration de la banque a adopté une nouvelle stratégie pour le financement de projets dans le secteur de l'énergie pour la période 2019-2023. Cette nouvelle stratégie se concentre en particulier sur le financement de la transition vers des systèmes de production d'énergie décarbonée. La BERD vise notamment à renforcer ses financements pour les sources de production d'énergies renouvelables et pour les systèmes permettant d'améliorer l'efficacité énergétique. Cette nouvelle stratégie prévoit également l'arrêt complet des financements des projets de centrales à charbon et de fortement limiter les investissements dans le secteur de l'exploration pétrolière.

Lors de la COP24 organisée à Katowice en Pologne, la BERD s'est par ailleurs engagée, aux côtés de huit autres banques multilatérales de développement, à poursuivre ses efforts sur les enjeux climatiques et environnementaux.

➔ [EBRD puts decarbonisation at centre of new energy sector strategy](#)

➔ [MDBs make joint declaration on climate finance alignment](#)

📄 Brèves et liens utiles :

📌 La BERD a réalisé 9,5 milliards d'euros d'investissement en 2018, avec des objectifs ambitieux pour les années à venir :

➔ [EBRD sets ambitious goals for 2019 as it steps up support for 2030 global development agenda](#)

📌 San Marin devient le 70^{ème} actionnaire de la BERD :

➔ [EBRD governors give green light to San Marino](#)

📌 La BERD a étendu son mandat d'intervention en Grèce jusqu'en 2025 :

➔ [EBRD extends its mandate in Greece](#)

📌 Intervention du Président de la BERD à Francfort sur le financement des enjeux de développement et sur la coopération avec la KfW :

➔ [Europe and the future of development finance](#)

FINANCEMENTS EUROPÉENS (RP UE)

☑ www.rpfrance.eu

👤 Roger DEL RIO, chef du Pôle Entreprises et Coopération (PEC) à la Représentation Permanente auprès de l'UE ✉

▶ Focus : Les opérateurs français maintiennent leur première position européenne pour les contrats de marchés et de subventions dans le cadre de l'aide extérieure européenne

D'après les statistiques pour 2017 fournies par la Commission européenne, les contrats de marchés (services, travaux, fournitures) et de subventions générés par l'aide extérieure européenne représentaient 4,3 Md€ soit environ 29% du volume total de l'aide qui s'est élevé à 14,7 Md€.

La répartition de ces contrats par instrument est la suivante :

- ✓ FED : 2 Md€
- ✓ IEV : 594 M€
- ✓ ICD géographique : 410 M€

- ✓ IAP : 553 M€
- ✓ ICD thématique : 446 M€
- ✓ Autres : 230 M€

Comparé à 2016, le volume des contrats de marchés est en hausse (1,66 Md€ contre 1,5 Md€ en 2016) tandis que les subventions sont en baisse (2,6 Md€ contre 2,8 Md€ en 2016, mais 1,3 Md€ en 2015).

Les contrats de marchés se répartissent en 936 M€ pour les services, 628 M€ pour les travaux et 100 M€ pour les fournitures.

58,6% de ces contrats ont été remportés par des opérateurs européens.

Les opérateurs français (entreprises, agences publiques, ONG...) ont obtenu 18,5 % du total des contrats de marchés ou de subventions attribués à des opérateurs européens, soit une enveloppe de 466 M€, en baisse par rapport à 2016 (531 M€). La France conserve cependant sa première place parmi les pays européens devant le Royaume-Uni (343 M€), la Belgique (325 M€), l'Allemagne (279 M€) et les Pays-Bas (236 M€).

Les opérateurs français sont les premiers bénéficiaires dans le cadre du FED (336 M€) et de l'IEV (71 M€). Ils se positionnent au 7^{ème} rang pour les ICD géographique et thématique (respectivement 21 M€ et 14 M€) et au 8^{ème} rang pour l'IAP (4,4 M€).

Pour les marchés de services, les opérateurs français se positionnent au 3^{ème} rang avec 127 M€, derrière la Belgique (220 M€) et l'Allemagne (132 M€), mais devant le Royaume-Uni (66 M€).

Les marchés de fournitures demeurent anecdotiques (2,9 M€) et positionnent les entreprises françaises au 6^{ème} rang, derrière notamment les Pays-Bas (16 M€) ou l'Italie (10 M€).

Les contrats de travaux, financés principalement dans le cadre du FED, représentent 53,7% du total des contrats de marchés remportés par les opérateurs français, soit 151 M€. Les entreprises françaises devancent largement leurs concurrents européens (Espagne : 59 M€, Suède : 34 M€, Portugal : 25 M€).

Outre ces contrats de marchés et de subventions, AFD, Proparco et Expertise France, en leur qualité d'agences accréditées par la Commission européenne, se sont vues attribuer des contrats de délégation de fonds à hauteur de 778 M€. Elles sont devancées par les agences allemandes (830 M€) mais précèdent les agences du Royaume-Uni et des Pays-Bas (respectivement 155 M€ et 154 M€).

En conclusion, la bonne position des opérateurs français demeure fragile en raison du poids important tenu par les contrats de marchés de travaux qui reposent en très grande partie sur les succès de seulement 2 entreprises, principalement en Afrique.

On se rappellera qu'en 2015, la France avait perdu sa première place en raison de la faiblesse des contrats de travaux. Par ailleurs, la position de la France dans l'IAP n'est sans doute pas à la hauteur de ce l'on pourrait attendre pour les contrats de marchés (4 M€) et surtout pour les subventions (0,35 M€) à rapporter à des enveloppes globales de respectivement 73 M€ et 159 M€ remportées par les opérateurs européens.

FICHE PRATIQUE



SOURCE, plateforme multilatérale de préparation de projets d'infrastructure

SOURCE est la plateforme multilatérale initiée et financée par les banques multilatérales de développement (BMD) en vue d'aider les gouvernements des pays en développement et émergents à concevoir, préparer et gérer leurs projets d'infrastructure. La plateforme multilatérale SOURCE est mise en œuvre par le biais de la Fondation pour les infrastructures durables SIF (*Sustainable Infrastructure Foundation*), établie et financée conjointement par les BMD. En pratique, la plateforme SOURCE est accessible en ligne et constitue un outil numérique à disposition des autorités publiques pour la préparation et la réalisation d'infrastructures à toutes les étapes de leur cycle de vie (définition, faisabilité et modalités, passation des marchés, réalisation, supervision sur la durée).

L'objectif de SOURCE est de renforcer la capacité des autorités publiques porteuses de projets d'infrastructure, en leur fournissant :

- i) un environnement de travail en ligne, sécurisé et collaboratif dédié à la préparation et la gestion de projets d'infrastructure ;
- ii) un cadre structuré et détaillé sur le plan méthodologique et l'accès aux bonnes pratiques multilatérales de préparation de projets dans tous les secteurs et pour toutes les modalités contractuelles;
- iii) un outil de communication entre les parties prenantes du projet et un outil de promotion des projets notamment à l'attention des investisseurs ;
- iv) un cadre technologique pour la constitution d'une base de données standardisée rassemblant les informations clés des projets d'infrastructure tout au long de leur cycle de vie (de la définition du projet à sa mise en œuvre opérationnelle sur la durée).

SOURCE utilise un ensemble de questions sectorielles, regroupées par étapes du cycle de projet et selon les champs thématiques clé (gouvernance, technique, économique, financier, juridique, environnemental et social) permettant de guider les porteurs de projets pour leur prise de décision.

Les questions de confidentialité et de sécurité informatique constituent des priorités technologiques pour SIF et, à ce titre les serveurs informatiques de SOURCE sont placés sous la juridiction des Nations unies en vue de garantir l'inaliénabilité de la souveraineté sur les données et leur sécurité.

La Fondation infrastructures durables SIF, basée à Genève, est responsable de la mise en œuvre, du développement technologique et de la maintenance de la plateforme, ainsi que de sa dissémination dans les pays utilisateurs.

La gouvernance de la Fondation relève des banques de développement multilatérales rassemblées au sein du Conseil de SOURCE (SOURCE Council) qui en assure la direction stratégique et financière. À ce jour, le Conseil est composé de la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne de

reconstruction et développement (BERD) et la Banque interaméricaine de développement (BID).

Les autres BMD participent également au pilotage au travers du conseil d'orientation de SOURCE : Banque mondiale, Société financière internationale (SFI du groupe Banque mondiale), Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), Banque de développement d'Amérique Latine (CAF), Banque islamique de développement (BIsD) et Fonds de conseil en infrastructure publique-privée (PPIAF) du groupe Banque mondiale.

Initiée en 2012, la plateforme compte aujourd'hui plus de 1,800 utilisateurs, répartis dans 46 pays sur tous les continents, et soutient la préparation de 214 projets d'infrastructure depuis sa mise en œuvre en 2016. SIF met en œuvre la stratégie des BMD de généralisation du déploiement de l'adoption de SOURCE dans les pays en développement et émergents au travers de leur assistance technique aux gouvernements.

L'un des aspects clé du succès de cette transition numérique est l'adaptation de SOURCE au contexte législatif et réglementaire de chaque pays. En 2018 des missions d'assistance technique ont été effectuées aux Philippines, en Ukraine, à Maurice et en Argentine et de nombreuses autres sont programmées pour 2019.

www.public.sif-source.org

Contact : cdossarps@sif-source.org

AGENDA

Date	Lieu	Objet	Intervenants Programme	Contacts
13-15 mars 2019	Kenya - Nairobi	ONU : Participez au Sustainable Inno Expo à l'occasion de l'ANUE 4	https://export.businessfrance.fr/programme-france/001PRG-27122+vendre-a-l-onu-environnement-pnue-.html	Julien.pagnac@businessfrance.fr
mars 2019	Paris	Petit-déjeuner - Procurement/modes de passation de marchés de la BAD		Julien.pagnac@businessfrance.fr
20 mars 2019	MEDEF (Paris)	Conférence « Promouvoir l'investissement privé dans l'agroalimentaire en Afrique » avec la FAO, l'IFC, la BAFd, la BERD, la BEI, la BIsD, Proparco, etc.		Antonin d'Ersu 01 53 59 16 09 adersu@medef.fr
21 mars 2019	Suisse - Genève	Vendre aux organisations internationales qui siègent à Genève : HCR, OMS, CICR, UNOG, OIM		Nathalie.issa@businessfrance.fr
4-5 avril 2019	Côte d'Ivoire, Abidjan	Business Fair de la banque africaine de développement		Julien.pagnac@businessfrance.fr
mai 2019	Paris	Vendre aux organisations internationales basées en France (OCDE, UNESCO, Conseil de l'Europe, Interpol)	https://export.businessfrance.fr/programme-france/001PRG-27245+vendre-aux-organisations-internationales-basees-en-france-ocde-unesco-conseil.html	Nathalie.issa@businessfrance.fr
13-16 mai 2019	Washington DC	Délégation à la Banque mondiale et à la banque interaméricaine de développement		Antonin d'Ersu 01 53 59 16 09 adersu@medef.fr
10 -12 juin 2019	Colombie : Bogota, Medellin et Equateur : Quito	Rencontre avec les bailleurs de fonds internationaux, partenaires publics/privés en Colombie/Équateur	https://export.businessfrance.fr/programme-france/001PRG-27199+colombie-et-equateur-les-marches-finances-par-les-banques-de-developpement.html	herve.jevardat@businessfrance.fr
17- 21 juin 2019	Philippines, Manille	Rencontres avec les experts énergie de la BASD (Banque Asiatique de Développement) à Manille, à l'occasion du Clean Energy Forum	https://export.businessfrance.fr/programme-france/001PRG-26935+rencontres-avec-les-experts-energie-de-la-banque-asiatique-de-developpement.html	Nathalie.issa@businessfrance.fr
18 et 19 juin 2019	TURQUIE, Ankara et Istanbul	Délégation française auprès des bailleurs de fonds internationaux actifs en Turquie et entités publiques et privées locales	https://export.businessfrance.fr/programme-france/001PRG-26890+rencontres-avec-les-bailleurs-de-fonds-internationaux-actifs-en-turquie-et-enti.html	Sylvie.buhot@businessfrance.fr

Objectif Développement est une publication bimestrielle de la DG Trésor réalisée en partenariat avec Business France et le Medef International



Directeur de la publication : Odile Renaud-Basso,
Directrice générale du Trésor

Rédacteur en chef : Christophe Morchoine –
christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Direction générale du Trésor - Ministère de l'Économie et des Finances

Adresse: 139 rue de Bercy - 75572 Paris Cedex 12

www.tresor.economie.gouv.fr

suivez-nous sur  et sur  [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/dg-tresor)